

Point de vue

Pour une réforme progressiste de l'université

jeudi 22 novembre 2007, par [CORCUFF Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 22 octobre 2007).

« *Courbés sous le joug de l'autorité, autant que vous le permet la flexibilité de votre échine ; péniblement serrés dans une forme de pensée artistement imaginée (...) à force d'avoir plié sous les plans d'autrui, à force d'avoir obéi à tous les besoins du corps* » : c'est ainsi que Fichte décrivait en 1793 les conservateurs allemands, en homme des Lumières, dans ses *Contributions pour rectifier le jugement du public sur la Révolution française*. Il y a là quelque analogie avec le conservatisme *new look* de sept présidents d'universités parisiennes (« Défendre l'université », *Le Monde* du 15 novembre). Prenant la défense de la loi Sarkozy-Pécresse du 10 août, ces derniers oublient de préciser qu'un de ses traits - et un de ses défauts - majeurs est d'augmenter démesurément leurs pouvoirs. Véritables managers à la tête de conseils d'administration resserrés et affadis, ils pourront, directement ou par l'intermédiaire des CA, embaucher des contractuels, disposer d'un droit de veto sur le recrutement des enseignants-chercheurs statutaires, « moduler » les services de ces enseignants-chercheurs, traiter avec les pouvoirs locaux et les entreprises, etc.

Nos universitaires d'en haut ont oublié que l'esprit des Lumières supposait un minimum de distance critique à l'égard de ses appétits de pouvoir et de ses intérêts les plus étroits. Quand des grains de sable cheminots font grincer la machine à contre-réformes néolibérales, on parle d'« archaïsme corporatiste ». Quand une infime couche bureaucratique promeut ses privilèges, contre le reste des collectivités universitaires, on parle de « modernité » et d'« intérêt général ». Ainsi vont les mécanismes d'auto-illusion ! Nos concitoyens ne savent sans doute pas que les universitaires empruntant la filière administrative des présidences d'université ont largement décroché des tâches d'enseignement et surtout de recherche, devenant les moins compétents pour les évaluer.

On nous vante une réforme « libérale » en capacité d'« ouvrir » des universités effectivement en crise, mais on confectionne un monstre institutionnel, fondé sur l'alliance de l'arbitraire bureaucratique et du marché, cumulant leurs inconvénients respectifs.

La sagesse du libéralisme politique puisée dans Montesquieu (« *Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir* », *De l'esprit des lois*, 1748) est balayée au profit de présidents omnipotents. Clientélisme et localisme, qui constituent déjà des maux quotidiens du fonctionnement académique, s'en trouveront renforcés. Les spécificités des biens publics que sont la recherche et l'enseignement seront aplaties au profit d'un néolibéralisme d'imitation (les critères du management capitaliste) et de liens renforcés avec les logiques marchandes. L'acquisition par les étudiants de capacités critiques et de ressources polyvalentes, outillant la préservation de leur dignité personnelle face aux contraintes et aux aléas du marché du travail, ira en déclinant au profit d'un ajustement de courte vue à des besoins économiques instables.

Il est vrai qu'on aurait tort de parler d'« ultralibéralisme » et de « privatisation ». Certains discours gauchistes confondent la radicalité de la critique avec son niveau sonore et ses excès rhétoriques. Prenons plus sérieusement les choses à la racine : cette contre-réforme s'inscrit dans un cadre « blairiste » de mise en œuvre soft de la dérégulation, plutôt qu'ultralibéral à la Thatcher-Reagan. L'université demeurera globalement publique, mais avec comme modèles et comme partenaires les

entreprises privées. Tant le rapport Attali de 1998, pour un modèle européen d'enseignement supérieur, que le rapport Espéret de 2001, sur la nouvelle définition des tâches des enseignants et des enseignants-chercheurs dans l'enseignement supérieur français, anticipaient dans les cartons socialistes de telles orientations.

Il y va ici d'une analyse moins fantasmée du « sarkozysme » : non pas un « ultralibéralisme » aux tendances « fascistes », comme dans certaines caricatures ridicules et peu opératoires, mais un social-libéralisme sécuritaire, recourant, par démagogie électoraliste, à une xénophobie subliminale (batailles symboliques autour du lien « identité nationale » - « immigration » et du test ADN pour les étrangers, marketing du « chiffre » dans la chasse aux sans-papiers).

Contre l'entente de la bureaucratie et du marché, une nouvelle alliance de la logique de service public, des prudences du libéralisme politique et des lucidités de la critique libertaire de la bureaucratisation devrait pouvoir nourrir une réforme progressiste de l'université. Les gauches altermondialistes et radicales ont la parole, puisque la gauche officielle ne sait plus opposer des réformes émancipatrices aux contre-réformes.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 23.11.07. LE MONDE | 22.11.07 | 13h59.

* Philippe Corcuff est maître de conférences de science politique à l'IEP de Lyon.